

## Perspectives sur les relations Est-Ouest

Carl G. Jacobsen

Volume 4, numéro 1-2, 1973

La sécurité européenne

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700281ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700281ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Jacobsen, C. G. (1973). Perspectives sur les relations Est-Ouest. *Études internationales*, 4(1-2), 69–88. <https://doi.org/10.7202/700281ar>

## PERSPECTIVES POLITIQUES SUR LES RELATIONS EST-OUEST

Carl G. JACOBSEN \*

### INTRODUCTION

Quels sont les exigences, les buts et les options de la politique étrangère soviétique en Europe? Quel poids ont de nos jours les doctrines de la coexistence pacifique et de la communauté socialiste? Leurs implications sont-elles mutuellement exclusives ou sont-elles complémentaires? Le succès ou l'échec des conférences sur la sécurité dépend des réponses à ces questions. Pour y répondre, il faut partir d'une synopse sur l'évolution des conceptions et des capacités stratégiques soviétiques. Ce sont des considérations stratégiques qui ont inspiré la propagation de ces doctrines; elles continuent à constituer leurs plus visibles paramètres.

### I - L'IMPORTANCE DU FACTEUR STRATÉGIQUE

En analyse de la politique étrangère, il est presque impossible de ne pas tenir compte des contraintes de la puissance. La valeur des engagements dépend de la volonté de les respecter et de la capacité de les honorer. L'état de la défense d'un pays peut provoquer la paranoïa, l'angoisse, la prudence, la satisfaction, l'anxiété, l'arrogance ou d'autres émotions similaires, toutes susceptibles d'influencer l'orientation d'une politique. Plus une nation est unique ou isolée et plus ces types d'émotions peuvent avoir des répercussions sur le comportement des dirigeants. C'est ainsi qu'on peut expliquer l'angoisse et l'insécurité ressenties à Moscou au cours de la plus grande partie de l'après-guerre. La France et la Grande-Bretagne, protégées par la puissance militaire américaine, pouvaient se satisfaire de leur statut de puissance mineure. Moscou ne pouvait se contenter d'un statut similaire, à moins de renoncer à ses aspirations idéologiques et au rôle qu'il s'était choisi en tant que chef et protecteur du monde non capitaliste. Trop souvent, pour l'URSS, l'enjeu correspondait à une équation à solution nulle, « tout ou rien ».

Il ne faut pas oublier que l'URSS est sortie de la Seconde Guerre mondiale dévastée et vulnérable. Elle a dû attendre le milieu des années soixante pour atteindre

---

\* *Post-Doctoral Fellow, School of International Affairs, Ottawa.*

la parité militaire avec les États-Unis et accéder ainsi au statut réel de super-puissance<sup>1</sup>. Au cours des années antérieures, les réalités stratégiques mettaient en contraste la capacité américaine d'anéantir le territoire soviétique et la carence de l'URSS en matière de vecteurs et de missiles. L'Union soviétique dominait l'Europe, mais la valeur dissuasive ultime de cette domination était strictement limitée à la position relative de l'Europe dans l'échelle des priorités et des nécessités à court et à long terme des États-Unis<sup>2</sup>.

Même la force conventionnelle soviétique n'était pas à la hauteur de sa réputation. Au début de la guerre froide, on exagérait à plaisir la menace des divisions soviétiques ; on ignorait alors qu'une grande partie de ces divisions étaient limitées à l'infrastructure de base (grade 3, 30% des objectifs pleins) et que même une division complète soviétique ne représentait que la moitié d'une division occidentale. Il est clair maintenant que les effectifs suffisaient tout au plus à remplir les besoins internes et à assurer la surveillance des États satellites ; ces troupes ne permettaient certes pas de préparer une agression<sup>3</sup>.

En outre, sur les plans économique et technologique, l'URSS était incapable de rendre opérationnelles des armes stratégiques dans un laps de temps rapide. Ce n'est qu'à la fin des années quarante que l'économie soviétique put retrouver son niveau d'avant-guerre<sup>4</sup>. La demande civile, asservie jusque-là aux impératifs de la reconstruction et du progrès, demeurait suffisamment aiguë au cours des années cinquante et soixante pour forcer la direction soviétique à accepter le sacrifice de quelques canons pour un peu plus de beurre ; il était entendu qu'on ne pouvait à la fois produire autant de beurre et de canons sans quelques compromis<sup>5</sup>. La quadrature du cercle se résorbait peu à peu en 1970<sup>6</sup>. Cependant, au cours des décennies précédentes, ce facteur avait joué un rôle déterminant dans la politique soviétique.

L'auréole de super-puissance conférée à l'Union soviétique dépendait en majeure partie de facteurs psychologiques. D'une part, elle comptait avec les angoisses qu'éprouvaient les Occidentaux face aux activités d'une « cinquième colonne », en faisant largement état de l'appui de sympathisants à l'étranger. D'autre part, elle jouait sur l'image de puissance qui lui revenait de par sa victoire dans la guerre, par ses déclarations agressives et ses revendications arrogantes<sup>7</sup>. Au cours des années qui

1. C. G. JACOBSEN, *Strategic Factors in Soviet Foreign Policy: Military Considerations Affecting Soviet Policy-Making*, 1971, thèse de Ph. D. à l'Université de Glasgow, publiée sous le titre, *Soviet Strategy — Soviet Foreign Policy*, chez Robert MacLehose, The University Press, Glasgow, novembre 1972.

2. *Ibid.*

3. Adam B. ULAM, *Expansion and Co-existence*, Secker et Warburg, Londres, 1968, p. 404. Voir également M. RUBAN dans *Kommunist Vooruzhiennikh Sil*, n° 13, juillet 1968, pp. 77-83 ; ainsi que des allusions à la question dans A. I. TOLNACHEVA, *Sovetsko-Amerikanskie Otnoshenie 1956-1963*, thèse de l'Université générale de Moscou, en 1966, sous la direction de L. M. Papin.

4. Alec NOVE, *An Economic History of the USSR*, Allen Lane, Londres, 1969 ; voir plus particulièrement le chapitre 11.

5. N. S. Khrouchtchev dans la *Pravda* du 15 janvier 1960 et du 15 janvier 1964. Voir également du maréchal Sokolovsky, *Voennaia Strategia*, 2<sup>e</sup> édition, p. 410, Moscou 1963, de même que la déclaration du maréchal Sokolovsky lors de sa conférence de presse avec les journalistes occidentaux du 17 février 1965.

6. Souslov dans la *Pravda* du 7 novembre 1970 ; voir aussi la *Pravda* du 3 février 1971.

7. Ces deux aspects ont eu une importance considérable lors de la fondation du *Kominform* de septembre 1947. Notons particulièrement les déclarations violentes d'Adrei Zhdanov et de Georgi Malenkov ; voir *Documents... 1947-48*, RIIA, Londres, p. 141.

suivirent, la technique se répéta. L'Union soviétique s'efforça d'augmenter l'anxiété que produisait sa puissance atomique pourtant minime et incertaine<sup>8</sup>.

Ces assertions excessives et ces revendications prétentieuses renflouaient le moral dans le pays et dissuadaient toute entreprise hostile à l'étranger ; elles étaient destinées à servir d'écran face au monde extérieur et à gagner un délai pendant lequel l'Union soviétique pouvait se constituer une capacité dissuasive à l'aide d'un programme systématique de recherche et de développement. Cependant, au moins en deux occasions, la tactique eut l'effet inverse. À la fin des années cinquante, la propagande axée sur la réussite du Spoutnik permit au président Kennedy d'accréditer la thèse du *missile gap*. Les États-Unis accentuèrent alors leur programme d'armement nucléaire au début des années soixante, ce qui eut pour effet de retarder l'accession soviétique à la parité<sup>9</sup>. De même, à la fin des années quarante, le spectre de l'agression soviétique encouragea les politiques du *roll back* des anticommunistes mystiques tels que Dulles, McArthur et McCarthy<sup>10</sup>.

La réaction émotive des États-Unis à la fin des années quarante et au début des années cinquante prit le caractère d'une véritable croisade. Ce phénomène accentua les craintes soviétiques. La conviction américaine de posséder la vérité devant le mal absolu (le communisme) fit paraître vraisemblable la vision apocalyptique d'une invasion soviétique en Europe... Pourtant, la vulnérabilité stratégique de l'Union soviétique était manifeste ; les ambitions messianiques des États-Unis s'appuyaient sur une puissance réelle alors que les ambitions soviétiques ne reposaient que sur un mirage de puissance. Les témoignages de l'angoisse soviétique abondent. On en veut pour preuve le fait que certains dirigeants estimaient, semble-t-il, qu'il fallait abandonner l'Allemagne de l'Est pour obtenir un répit additionnel en apaisant les États-Unis<sup>11</sup>. Le ton de la propagande soviétique s'adoucit pour prendre un caractère plus pacifique (voir ci-dessous)<sup>12</sup>. Celle-ci prit un tournant décisif le jour où Malenkov reconnut qu'une guerre serait dévastatrice pour l'URSS ; il s'efforça alors de détendre le climat international ; il trancha symboliquement le budget militaire de 1953 et 1954 (de 2 et de 8.4% respectivement) en effectuant une réallocation budgétaire en faveur des biens de consommation<sup>13</sup>.

En 1952, Staline reformula la doctrine de la coexistence pacifique<sup>14</sup>. Il reconnaissait que les États-Unis étaient d'une humeur trop dangereuse pour que l'URSS se risque à prendre des attitudes agressives. La lutte devait continuer sous d'autres formes. Nous reviendrons plus loin sur la doctrine de la coexistence pacifique, mais nous nous devons de situer les origines de sa conceptualisation actuelle<sup>15</sup>.

8. *Pravda*, 15 janvier 1960.

9. JACOBSEN, *op. cit.*, chapitre 2.

10. Voir par exemple les *Keessing's Contemporary Archives 1950-52*, p. 11215 et 1952-54, p. 12740.

11. Coral V. BELL, *Negotiating from Strength*, Londres, 1962, p. 99 ; ULAM, *op. cit.*, pp. 508 et 510 ; Tibor MERAY, *Thirteen Days that Shook the Kremlin*, Praeger, New York, 1959, p. 28.

12. Malenkov dans la *Pravda* du 9 août 1953.

13. *Ibid.* ; voir aussi M. GUS tel que cité par Herbert DINERSTEIN dans *War and The Soviet Union*, Praeger, New York, 1959, pp. 71 et 171.

14. Staline dans la *Pravda* du 2 août 1952 ; voir aussi la lettre de Staline à James Reston du 25 décembre 1952 (où il déclarait que les États-Unis et l'URSS pouvaient vivre en paix au cours des années à venir), la *Pravda*, 26 décembre 1952. Voir également la note 15.

15. On devrait peut-être dire « sa conceptualisation sous cette force ». Dans les déclarations antérieures, la coexistence pacifique, était considérée comme un expédient temporaire parfois nécessaire mais non

Au cours des années cinquante et soixante, l'Union soviétique s'efforçait d'atteindre un certain niveau de puissance sans lequel elle ne pouvait maintenir à long terme son image et son rôle de chef. Pendant une bonne partie de cette période, elle prit une position effacée et sembla favoriser une normalisation des rapports Est-Ouest de même qu'une amélioration des échanges économiques et culturels<sup>16</sup>. Mais son désir d'atteindre un niveau de puissance à la mesure de ses ambitions ne s'estompait pas pour autant. Des difficultés économiques ralentissaient les progrès<sup>17</sup> tout comme le faisaient à l'occasion les menaces ou les réactions américaines. Il n'empêche que cette politique était poursuivie d'une façon beaucoup plus intransigeante qu'on ne le croit généralement.

Les priorités immédiates se situaient au niveau des fusées. Les rapports de recherche sur les missiles suscitèrent une vague d'enthousiasme au Kremlin. L'augmentation de 12% du budget de la défense en 1955 reflète bien le niveau d'engagement dans cette course. On en constate également la teneur en tenant compte de l'épargne réalisée par la démobilisation partielle entre 1955 et 1960; la tendance à la croissance des effectifs après 1948 et au cours de la guerre de Corée fut renversée: 3 340 000 hommes furent démobilisés, ce qui laissait une armée de 2 423 000 hommes<sup>18</sup>.

Vers la fin des années cinquante et début des années soixante, une petite force stratégique était constituée<sup>19</sup>. Ces missiles de la première génération, toutefois, étaient très primitifs et souffraient de facteurs de dégradation importants (défauts techniques et mauvais fonctionnement de telle sorte qu'une petite partie seulement de ces engins aurait pu atteindre les cibles désignées)<sup>20</sup>. Mais le scepticisme que devait provoquer la fréquence des défauts et des facteurs de dégradation ne parvint pas

permanent comme type de relations entre systèmes sociaux incompatibles. Voir par exemple A. ZHDANOV dans *Informatsionnoe Soveshchanie*, septembre 1947, Moscou, p. 27 ou Lénine dans « Pis'mo k Amerikanskim Rabocham », *Sochineniia*, XXIII, 20 août 1918, p. 182 et dans « Ocherednye Zadachi Sovetskoi Vlasti », *Sochineniia*, XXII, mars-avril 1918, p. 440 (il faut être prêt à certains compromis si nécessaire pour gagner du temps). La formulation de Staline en 1952 semble atténuer le caractère temporaire de la coexistence pacifique (bien mieux que ne l'ont fait ses réponses confuses quoique positives aux journalistes occidentaux en 1946 et 1947; les *Izvestia* du 24 septembre 1946, *Bolshevik*, n° 1, janvier 1947). Cette atténuation se faisait sentir peu à peu dans la presse depuis 1948-49. « L'attitude agressive de la première période de l'après-guerre dans la politique étrangère soviétique avait débouché sur une spirale de tension internationale ainsi que sur une expansion de la puissance militaire occidentale. Un des impératifs premiers de l'URSS était dès lors d'arrêter cette tendance adverse en instituant un climat de détente internationale et en profitant des divergences d'opinion au sein des pays occidentaux » (M. D. Shulman, *Stalin's Foreign Policy Reappraised*, Harvard University Press, 1963, p. 259). L'évolution de la coexistence pacifique et de sa définition atteint son point culminant en 1952 avec la formulation de Staline et les décisions, résolutions et directives du XIX<sup>e</sup> Congrès du PCUS en septembre-octobre 1952.

16. Voir par exemple *Sbornik Osnovnikh Aktov: Dokumentov Verkhovnovo Sovjeta SSSR po Vneshnepoliticheskim Voprosam 1956-1960*, p. 51; la *Pravda* du 15 février 1956; *Mezhdunarodnaia Zhizn*, vol. 2, p. 29, Moscou 1959; *Mezhdunarodnaia Zhizn*, n° 3, p. 43, 1963; TOLNACHEVA, *op. cit.*, p. 31, *Pravda*, 8 décembre et les *Izvestia* du 9 décembre 1964.
17. *Pravda*, 15 janvier 1964. Déclaration du maréchal Sokolovsky lors de la conférence de presse du 17 février 1965 à Moscou (Voir note 5).
18. *Pravda*, 11 avril 1960; *Vneshnaya Politika SSSR na Sovremennom Etape*, Moscou, 1964, p. 205.
19. Sur le nombre de missiles, voir également *The Military Balance*, 1969-70 et 1970-71, ISS, Londres; JACOBSEN, *op. cit.*, chap. 4. (Cette analyse porte également sur les écarts entre différents rapports d'espionnage, leurs causes et leur impact.)
20. *Ibid.*, où il est également question des facteurs de dégradation; voir de même dans *Military Procurement Authorizations for Fiscal Year 1967*, p. 55, Senate Armed Services Committee Hearings, USGPO, Washington, 1966.

à rompre l'engouement pour les missiles. Cependant, il semble que l'URSS ait trop présumé de sa capacité<sup>21</sup>, ce qui explique peut-être son attitude de suffisance au cours de cette période<sup>22</sup>, qui finalement s'est retournée contre elle puisqu'elle a alimenté psychologiquement le réarmement outrancier des États-Unis. L'effort américain ne fit qu'exacerber la vulnérabilité soviétique<sup>23</sup>.

Non seulement les missiles de la première génération étaient-ils d'une efficacité douteuse (en raison des facteurs de dégradation) et primitifs (le carburant liquide qui alimentait les missiles devait être remplacé fréquemment et à intervalles réguliers; le nombre des missiles, prêts à être lancés dès la première alerte, était extrêmement réduit), mais encore restaient-ils extrêmement vulnérables à une attaque surprise de l'ennemi; car ils n'étaient protégés ni par des silos perfectionnés ni par des mesures de mobilité et de dispersion appropriées<sup>24</sup>. Il faut noter, de plus, que les dispositifs de lancement et de contrôle étaient tellement primitifs que des techniques compliquées et longues étaient obligatoires pour éviter les accidents<sup>25</sup>. Les premiers missiles soviétiques avaient une capacité destructrice réelle mais limitée; en outre, cette capacité se limitait aux scénarios de première frappe<sup>26</sup> (c'est là que résidaient tous les risques d'attaque préventive, non seulement de la part de l'Union soviétique mais également des États-Unis; en effet, il était clair que le *Strategic Air Command* à lui seul avait le potentiel voulu pour décimer l'URSS même après une offensive soviétique, mais il était tout aussi évident qu'une première frappe par le *SAC* priverait l'URSS de tous ses moyens sans que les États-Unis aient à subir de fortes représailles).

Dès le début des années soixante, Moscou prenait conscience des déficiences qualitatives de ses missiles (en partie, sans doute, parce que ces déficiences et leurs conséquences prenaient une ampleur considérable à la suite des politiques d'armement nucléaire intensif de l'Administration Kennedy). Une fois de plus, les priorités s'établissaient d'elles-mêmes. Il s'ensuivit une amélioration quantitative lente mais continue de la dotation nucléaire soviétique; encore que la toute première priorité fut accordée aux améliorations qualitatives des engins. On perfectionna les techniques de lancement et de contrôle de façon à réduire le temps nécessaire pour lancer les missiles; on dispersa les aires de lancement, sur terre et sur mer; une petite portion des forces devint mobile alors que les autres missiles furent enfouis dans des silos; on inventa de nouveaux types de missiles pour ensuite aborder l'étude des missiles antibalistiques<sup>27</sup>.

21. *Pravda*, 15 janvier 1960.

22. *Ibid.*, voir également Malinovskiy dans la *Pravda* du 4 février 1959; *Pravda*, 23 février 1960; *Krasnaya Zvezda* du 20 janvier 1960; et dans *Bditelnoe Stoyat na Strazhe Mira*, Moscou, 1962, p. 25.

23. *Ekonomika i Kapitalisticheskie Strany*, 1962, Moscou, 1963, pp. 18 et 30; *Mirovaia Ekonomika i Mezhdunarodnie Otnosheniya*, n° 2, Moscou 1962, p. 90.

24. JACOBSEN, *op. cit.*, chapitre 4.

25. Le maréchal Krylov l'a reconnu implicitement dans la *Pravda* du 19 novembre 1966; il y déclarait que l'Union soviétique n'avait acquis que depuis peu de temps les techniques sophistiquées destinées à réduire au minimum le « temps de mise à feu ».

26. V. EMELIN, dans *Sovremennaya Voennaya Tekhnika*, Moscou, 1956, p. 131. En février 1955, le maréchal Rotmistrov avait sous-entendu que la première frappe serait décisive et que l'URSS se devrait de porter le premier coup; mais Emelin était beaucoup plus explicite.

27. GLAGOLEV et LARIONOV, dans *International Affairs*, n° 11, 1963, p. 32; Brejnev dans la *Pravda* du 4 juillet 1965; OGONIOK, n° 2, 1965, KRYLOV, *op. cit.*, 19 novembre 1966; voir aussi le maréchal Boriousov dans *Krasnaya Zvezda* du 13 novembre 1963 et J.S. FOSTER, Jr. (rattaché au ministère de la Défense aux États-Unis), Déposition au *House of Representatives Foreign Affairs Subcommittee*, le 5 août 1969 en ce qui concerne les premières tentatives russes en matière de DCM.

Vers le milieu des années soixante, les forces stratégiques soviétiques pouvaient se prévaloir d'une capacité de seconde frappe<sup>28</sup>. L'Union soviétique avait fini par produire non seulement des vecteurs de qualité à forte capacité de pénétration, mais elle avait réussi à construire des engins capables d'atteindre le territoire américain même après avoir subi une première frappe américaine. Bref, l'URSS avait enfin une véritable capacité dissuasive.

Les dernières années de la décennie furent marquées par une augmentation substantielle du nombre de ses missiles, qui s'accompagnait d'une expansion régulière des forces de riposte souple, en faveur desquelles Khrouchtchev s'était prononcé dans le passé (voir ci-dessous). En 1970, les forces aériennes, maritimes et terrestres de l'Union soviétique lui permettaient d'envisager avec confiance une dissuasion contre-force<sup>29</sup>. Il est peut-être bon de noter que la rapidité avec laquelle l'Union soviétique a pu rattraper les États-Unis dépend pour beaucoup de l'engagement américain au Viêt-nam. Le budget de la défense soviétique n'avait pas connu de hausse majeure bien qu'il suivait la courbe de croissance du budget américain. Mais tandis qu'un quart, voire un tiers du budget américain était « gaspillé » au Viêt-nam<sup>30</sup>, l'URSS pouvait allouer une part plus importante de ses ressources à la recherche et au développement d'armes stratégiques<sup>31</sup>.

Un des résultats inévitables de l'engagement américain au Viêt-nam fut de précipiter la perte de sa suprématie stratégique. Elle était inévitable, parce que dès 1970, l'Union soviétique disposait d'une assise économique et technologique qui lui permettait de contrecarrer toute avance américaine dans la course aux armements<sup>32</sup> (et vice versa ; la différence essentielle, si l'on se rapporte aux années antérieures réside dans les forces de seconde frappe dont disposait maintenant chacune des deux super-puissances. Toutes deux avaient atteint un niveau de sophistication technologique qui leur permettait d'espérer avec confiance la perpétuation de cette situation dans les années à venir)<sup>33</sup>.

Avant d'examiner les perspectives actuelles, il importe de passer en revue l'évolution des forces non stratégiques. En effet, on saute trop vite aux conclusions à propos des politiques navales, terrestres et aériennes de Khrouchtchev. Il faut pourtant se rendre à l'évidence : l'accent qu'il mettait sur la dotation en missiles n'était

28. *Ibid.*

29. Secrétaire à la Défense des États-Unis, *Statement on FY 1972 Program and Budget*, 9 mars 1971.

30. A. C. ENTHOVEN (secrétaire adjoint à la Défense pour l'Analyse de systèmes et autres postes au ministère de la Défense de 1960 à 1969) et K. Wayne SMITH (membre du personnel de la *Rand Corporation* et conseiller spécial du secrétaire à la Défense de 1960 à 1969), « What Forces for NATO? And from Whom? », *Foreign Affairs*, octobre 1969.

31. Les engagements outre-mer soviétiques n'étaient pas d'une même importance et n'impliquaient pas le même type de relations ; le fardeau qu'elle supportait au Moyen-Orient, par exemple, n'entravait pas son programme de recherches.

32. Voir par exemple la déposition au Congrès de John S. Foster du 17 février 1972 (citée dans le *New York Times* du 18 février 1972) ; il déclarait que le niveau de la recherche et de la sophistication technologique de l'URSS se comparait avantageusement à celui des États-Unis quand il ne le dépassait pas.

33. *Ibid.*, pour le premier, *The Military Balance 1970-71* et 1971-72 (ISS, Londres) pour le second. Tous deux possédaient une force de seconde frappe suffisante dans leurs seules flottes sous-marines respectives. En outre, il semblerait qu'une partie importante de leurs missiles terrestres survivraient toujours ; l'impossibilité pratique de coordonner une attaque massive en raison du compte à rebours extrêmement compliqué, de la dispersion des sites de lancement des cibles bouleversait toute la théorie.

pas une obsession personnelle. Il reflétait au contraire l'unanimité du parti : les restrictions financières ayant été ce qu'elles étaient, des choix s'imposaient et l'édification d'un instrument de dissuasion effectif passait en priorité.

Cependant, d'autres besoins se faisaient également sentir. Des raisons financières obligeaient à maintenir les effectifs au minimum. Mais au moment même où Khrouchtchev annonçait l'adhésion temporaire de l'URSS à la doctrine des représailles massives ainsi que la réduction de troupes (qu'il justifiait explicitement en raison de considérations financières), il déclarait que la puissance de feu des forces terrestres serait accrue<sup>34</sup>. Sous son mandat, les forces terrestres subirent une réorganisation complète de façon à les préparer à la guerre nucléaire<sup>35</sup>. On mit l'accent sur les capacités de survie autonome des unités ainsi que sur la flexibilité et la mobilité inter- et intra-force, le tout dans un contexte nucléaire. Dans la mesure où il renonçait à la conception traditionnelle du bouclier conventionnel tout en insistant sur la puissance de feu, Khrouchtchev amorçait le processus de « nucléarisation » des forces à une époque où le caractère inévitable de ce processus n'avait pas été pleinement compris.

Ce processus se reflétait également dans l'émergence et le développement de la marine soviétique ; cette marine prit son essor en 1961 (la crise de Cuba favorisa cette nouvelle orientation sans l'avoir provoquée)<sup>36</sup>. Du premier jour, elle devait avoir un double rôle : essentiellement stratégique, elle devait néanmoins constituer une force d'intervention additionnelle<sup>37</sup>. L'expansion maritime se poursuivait régulièrement au point que la marine soviétique de 1970 avait atteint un niveau de capacité et de possibilités d'opération à l'échelle du monde<sup>38</sup>. Le développement qualitatif de l'équipement constitue la caractéristique première de cette évolution. Toute la marine de guerre était conçue en fonction de la guerre nucléaire ; les croiseurs construits à la fin de la décennie n'avaient même pas un semblant de cuirasse conventionnelle<sup>39</sup>.

C'est là une des autres grandes raisons du développement prodigieux de la puissance soviétique (les politiques américaines au Viêt-nam ne sont pas seules responsables). Il semble en effet que l'URSS a brûlé l'étape du compromis conventionnel nucléaire des forces occidentales dans les années soixante.

On retrouve ce phénomène dans la conception soviétique des porte-avions. L'URSS avait toujours considéré que les porte-avions étaient trop vulnérables et trop coûteux<sup>40</sup> mais elle estimait néanmoins que les opérations navales devaient être

34. *Pravda*, 15 janvier 1960 ; « nous ne réduirons pas leur puissance de feu : au contraire, nous en augmenterons de beaucoup leur qualité ».

35. SOKOLOVSKY, *op. cit.* ; « L'Hérétique », *The British Army Review*, septembre 1959 ; voir JACOBSEN, *op. cit.*, pour des renseignements additionnels.

36. Amiral GORSHKOV dans la *Pravda* du 2 février 1962 ; voir aussi la *Pravda* du 29 avril 1962 et les *Izvestia* du 30 avril 1962.

37. C. G. JACOBSEN, « The Soviet Navy : Acquiring Global Capabilities and Perspectives », *U.S. Naval War College Review*, mars 1972.

38. *Okean*, Voenizdat, Moscou, 1971 ; voir également SOKOLOVSKY, *op. cit.*, 3<sup>e</sup> édition, pp. 242-3, 246, 340-1 et 344 ; de même l'amiral Kasatonov dans *Krasnaya Zvezda*, 27 juillet 1969 et *Starchina Sersjant*, n° 7, 1969.

39. *Bundeswehr : Soldat und Technik*, n° 10, 1970, pp. 556-70 ; voir aussi n° 11, 1969, p. 626 et n° 4, 1970, pp. 198-99.

40. Les *Izvestia*, 19 mai 1963 ; *Literaturnaya Rossia*, n° 30, 25 juillet 1969 (pour une comparaison intéressante voir aussi *U. S. News and World Report*, 9 septembre 1969).



appuyées par une solide couverture aérienne<sup>41</sup>. La contradiction fut résolue par la production de « porte-hélicoptères » et par l'étude intensive de chasseurs à décollage et atterrissage vertical. Les hélicoptères des porte-hélicoptères étaient conçus pour la chasse anti-sous-marine et pour la surveillance radar « trans-horizon ». Mais il était évident que ces bâtiments et tous les futurs « miniporteurs » seraient équipés d'appareils à décollage et atterrissage vertical ; la couverture aérienne serait assurée mais les porteurs seraient plus petits, plus mobiles et plus souples que les vaisseaux conventionnels<sup>42</sup>.

La nucléarisation des forces soviétiques, qui se reflète à la fois dans l'équipement et les techniques d'entraînement, fait l'objet de commentaires explicites de la part des stratèges soviétiques<sup>43</sup>. Il apparaît clairement que tout engagement d'importance à l'avenir mettra en œuvre les armes et les techniques nucléaires<sup>44</sup>. (La théorie de l'escalade automatique a été rendue caduque par l'acquisition soviétique d'une capacité de frappe en second. Les deux nations connaissant l'existence de leurs capacités de riposte réciproques, une attaque à l'intérieur des frontières de l'une des deux parties devient inconcevable ; même un Hitler ne se risquerait pas à la guerre en sachant qu'elle entraînerait inévitablement la destruction de son propre territoire.) Des actions de faible envergure, comme l'intervention en Tchécoslovaquie, peuvent s'effectuer sans avoir recours à l'appareil nucléaire. Mais étant donné la puissance que détient aujourd'hui l'Union soviétique on parle plus volontiers de telles opérations comme une « action policière » plutôt que comme un engagement militaire.

Au cours des années soixante, on se demandait si la suprématie des super-puissances ne serait pas battue en brèche par les progrès technologiques. Bon nombre de pays industrialisés avaient franchi le seuil de la technologie des missiles et des armes nucléaires. L'édification d'une force Polaris, capable de détruire les dix plus grandes villes d'une super-puissance, n'était plus qu'une question de volonté politique et de sacrifice financier. La France, la Grande-Bretagne et la Chine avaient jugé que le sacrifice en valait la peine ; d'autres pouvaient suivre le mouvement. Cependant, avec la création de systèmes de défense contre missiles (DCM), les super-puissances ont pu circonscrire la menace et perpétuer leur hégémonie, car la technologie de la DCM était pour l'instant hors d'atteinte pour les puissances moindres. Les réseaux limités de DCM installés par les super-puissances à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix n'affectaient guère les rapports de force entre elles puisque ni l'une ni l'autre ne pouvait neutraliser la puissance et la sophistication des modes de pénétration adverse. (Il y a une relation inverse entre l'efficacité-coût de la défense antimissile et celle de la capacité offensive contre laquelle le système de DCM offre une protection ; le coût et la sophistication technologique d'un système DCM destiné à

41. C'était là la raison évidente pour laquelle « certaines personnes, avant comme maintenant, continuent à lutter pour la construction de porte-avions » (Amiral GORSHKOV dans *Morskoï Sbornik*, février 1967, p. 19).

42. JACOBSEN, *U.S. Naval War College Review*, op. cit. ; voir aussi *Soviet Strategy-Soviet Foreign Policy*, op. cit., chapitre 5.

43. Maréchal BAGRAMIAN et collaborateurs, *Istoria Voin i Voennovo Iskustva*, Voenizdat, Moscou, 1970 ; Col. SIDERNKO, *Nastuplenie*, Voenizdat, Moscou, 1970 ; AZOVTSEV, *V. I. Lenin i Sovetskaya Voennaya Nauka*, Voenizdat, Moscou, 1971 ; GRUDINEN, *Dialektika i Sovremennoie Voennoe Delo*, Voenizdat, Moscou, 1971 ; SULIMOV, *Spravochnik Ofitsera*, Voenizdat, Moscou, 1971 ; STROKOV, *V. I. Lenin o voinevoennom iskustva*, Nauka, Moscou, 1971.

44. *Ibid.*

neutraliser complètement la puissance offensive d'une super-puissance demeurent prohibitifs.) Ils suffisaient cependant à prévenir un accident et à annuler toute tentative d'offensive nucléaire de la part de puissances moindres<sup>45</sup>.

On ne peut faire un tour d'horizon de l'évolution des conceptions et capacités stratégiques soviétiques sans parler des débats stratégiques en URSS et des frictions entre les militaires et le parti. Il y a lieu tout d'abord d'éviter les corrélations hâtives entre divergences de vue au cours de débats, et frictions entre le parti et l'armée. On se rend compte généralement que les débats, loin de précéder les décisions fondamentales, les suivent au contraire, et portent sur différents aspects de politiques déjà adoptées.

Les divergences ou nuances que l'on retrouve d'un article à l'autre s'expliquent généralement par les publics différents auxquels s'adressent les revues ou encore, à la lumière des circonstances internes ou de la conjoncture internationale. Tout à fait en dehors de la question de la censure, la hiérarchie militaire est en réalité tellement bien intégrée au parti que même cette distinction fonctionnelle élémentaire apparaît douteuse. Évidemment, selon l'occasion, des différences existent, fussent-elles uniquement tactiques. En réalité, l'optique conservatrice des militaires ne fait que refléter la tendance conservatrice au sein du parti, alors que la tendance modérée des militaires représente une partie de la fraction modérée du parti<sup>46</sup>. Il ne faut pas chercher dans les débats des indices sur de nouvelles orientations politiques; si ces débats s'appliquent spécifiquement aux manifestations concrètes, physiques de la politique d'armement, leur but est alors d'expliquer les décisions prises.

Il faut en second lieu dissiper cette conception traditionnelle des Occidentaux selon laquelle la pensée stratégique soviétique manque de raffinement. Ces préjugés, qui reposent uniquement sur le peu de débats stratégiques publics dans la presse soviétique, apparaissent maintenant totalement dénués de fondement. L'absence de débats ne reflétaient pas une carence des idées mais plutôt une carence de potentiel<sup>47</sup>: des discussions ouvertes sur les implications de la doctrine de la dissuasion à une époque où le potentiel de dissuasion faisait manifestement défaut ne pouvaient qu'affecter négativement le moral et la confiance de la nation; de même, il aurait été superflu, voire improductif de discuter de théories telles que la stratégie contre-villes ou autres à un moment où les forces étaient à ce point limitées qu'elles devaient nécessairement être orientées vers les grands centres urbains si l'on voulait qu'elles aient quelque effet sur l'adversaire. Ce n'est qu'avec la croissance de leur potentiel que les Soviétiques ont commencé à analyser en profondeur et ouvertement les options stratégiques<sup>48</sup>. De nos jours, il semble juste de reconnaître que les ouvrages sur la

45. C. G. JACOBSEN, *SALT*, mémoire non publié préparé pour la Carleton University's School of International Affairs, mars 1972.

46. Le cas des colonels Bondarenko et Rybkin est typique. La ligne dure de leurs articles dans *Kommunist Vooruzhennikh Sil*, n° 17, septembre 1966; n° 24, décembre 1968 et nos 7 et 8, 1969) a été interprétée à l'Ouest comme un indice d'une campagne des militaires contre le parti. En fait, ils sont tous deux membres influents du parti. Ils sont instructeurs à l'Académie politique et militaire Lénine; leurs articles les plus virulents ont été accompagnés d'une petite note où l'on pouvait lire qu'ils faisaient partie des programmes de cours spécialement approuvés par le parti!

47. SOKOLOVSKY, 2<sup>e</sup> édition, *op. cit.*, p. 84.

48. MALINOVSKY, « *Bditelnoe...* », *op. cit.*, SUSHKO et KONDRATKOV, *Metodologicheskie Problemi Voennoy Teorii i Praktiki*, Voenizdat, Moscou, 1967, p. 147.

stratégie en Union soviétique sont souvent plus captivants et plus innovateurs que ceux qui apparaissent aux États-Unis<sup>49</sup>.

En définitive, l'Union soviétique n'a jamais accepté d'avoir un potentiel inférieur ou même « suffisant » par rapport aux États-Unis. Elle savait pertinemment que ses aspirations et le rôle qu'elle s'était choisi ne se réaliseraient pas sans au moins une parité explicite ; aussi prit-elle les moyens pour l'atteindre. Pendant presque toute la période d'après-guerre, ses capacités financières furent mises à rude épreuve. Elle ne pouvait réaliser son ambition que graduellement en ne considérant que ses priorités les plus exclusives. Ces priorités amenèrent un consensus général au sein des dirigeants soviétiques : Brejnev et Kossyguine poursuivirent les politiques amorcées par Khrouchtchev ; leur politique militaire ne différait guère de celle de leur prédécesseur. Khrouchtchev était encore au pouvoir au moment où furent prises la plupart des décisions portant sur la recherche et le développement militaire de la seconde moitié de la décennie soixante. Le régime Brejnev-Kossyguine prit conscience des mêmes restrictions qu'avaient connues Khrouchtchev ; toute l'évolution ultérieure s'explique à partir des principes et des réalisations antérieurs.

L'arrière-plan stratégique une fois défini, nous devons trouver ailleurs les réponses à nos questions. Nous commencerons par examiner la signification et la validité actuelle de la « coexistence pacifique ». Nous analyserons ensuite le concept de la « communauté socialiste ». Enfin, nous chercherons à élaborer une synthèse des influences doctrinales susceptibles d'apporter des éléments de réponse à notre interrogation première.

## II - LA COEXISTENCE PACIFIQUE

La formulation de la doctrine de la coexistence pacifique par Staline en 1952 (voir note 15) constituait le premier élément d'une définition plus élaborée adoptée par le XXII<sup>e</sup> congrès du parti en 1961<sup>50</sup>. Le programme du parti adopté lors du XXII<sup>e</sup> congrès du PCUS expliquait que la coexistence pacifique « est le fondement de la compétition pacifique entre le socialisme et le capitalisme à l'échelle internationale et constitue une forme spécifique de la lutte de classe. En se prononçant conséquemment pour la coexistence pacifique, les pays socialistes s'efforcent sans cesse de consolider les positions du système socialiste mondial dans sa compétition avec le capitalisme. La coexistence pacifique offre à la classe ouvrière des pays capitalistes des possibilités de lutte plus avantageuses, il est plus facile aux peuples des pays coloniaux et dépendants de lutter pour leur libération<sup>51</sup>. »

Les définitions contemporaines de la coexistence pacifique ont manifestement un caractère plus permanent que celles du temps passé. Cette attitude reflète la prise de conscience par l'URSS de l'évolution militaire. Elle reflète une appréciation juste des implications qu'entraînent les armements nucléaires modernes, de même que la reconnaissance du caractère permanent de la force américaine de seconde frappe<sup>52</sup>.

49. Voir note 42 ; les ouvrages de BAGRAMIAN, SIDERNKO, AZOVTSEV, GRUDINEN et STROKOV.

50. *Programme du PCUS* tel qu'adopté par le XXII<sup>e</sup> Congrès du PCUS, Moscou 1961.

51. *Ibid.*

52. Secrétaire à la Défense, Laird, *FY 1973, Annual Defence Department Report*, Washington, USGPO, 1972 ; JACOBSEN, *Soviet Strategy...*, *op. cit.*

Non seulement ces capacités étaient-elles suffisantes pour détruire l'URSS en cas de conflit mais en outre, elles s'appuyaient sur une assise technologique capable de perpétuer cet état de choses dans un avenir prévisible<sup>53</sup>.

Jadis, la puissance supérieure d'un ennemi pouvait éventuellement être compensée par une modification des alliances, par une production accrue d'armes relativement accessibles ou par une amélioration dans les techniques de mobilisation des ressources. À l'ère des forces nucléaires de seconde frappe, il n'en est plus ainsi. L'armement d'une super-puissance est tellement complexe qu'il n'est accessible qu'aux nations les plus riches et les plus déterminées. Il exige une allocation de ressources et de recherches, ainsi qu'une persévérance qui dépassent les capacités des nations ordinaires; en outre, cette supériorité n'est pas vulnérable aux expédients classiques évoqués ci-dessus. Il appelle un niveau de suprématie technologique et une capacité d'innovation qui font qu'il est même difficile pour des nations avancées de conserver leur niveau de puissance relatif. Aussi ne peut-il être question de combler le gouffre qui sépare les puissances moyennes et les super-puissances. (Les autres États telle la Chine n'avaient pas sitôt acquis les rudiments de la technologie des missiles et des armes nucléaires, que les super-puissances dévoilèrent leurs réseaux de défense antimissile et d'autres systèmes de défense que les autres puissances ne pouvaient constituer.)

L'Union soviétique doit son potentiel de super-puissance authentique, atteint dès le milieu des années soixante, à la convergence de trois facteurs uniques. Ce statut est le résultat de vingt ans d'efforts incessants, de programmes de recherche à long terme imaginatifs, tout comme de la dispersion des efforts américains au Viêt-nam, au point d'amoindrir la capacité d'armement et de recherche des États-Unis. L'URSS acquerrait ainsi une supériorité décisive sur toute autre tierce puissance de même qu'une immunité que les fluctuations à court terme ne pouvaient affecter. Par contre, vis-à-vis de l'autre super-puissance, elle pouvait tout au plus faire contrepoids à sa puissance mais non l'annihiler. La nature des forces de seconde frappe conférait une garantie assurée contre une attaque en permettant la destruction réciproque de l'adversaire. Elles assuraient un équilibre dont la longévité était dictée par un potentiel technologique qui s'équivalait d'une puissance à l'autre<sup>54</sup>.

Ces considérations expliquent pourquoi les définitions soviétiques de la coexistence pacifique conservaient leur caractère de permanence même après l'acquisition par l'URSS de capacités de seconde frappe. Mais elles expliquent également une différence importante entre la définition stalinienne et la formule adoptée par le XXII<sup>e</sup> congrès, qui est toujours en vigueur. La formule actuelle révèle un sentiment de confiance qui n'existait pas sous Staline. Ainsi met-elle davantage l'accent sur les corollaires positifs de la coexistence pacifique.

Alors que la première définition reflétait l'immunité et la supériorité américaine, la conception soviétique actuelle témoigne de la puissance nouvelle de l'URSS, tout en éliminant ou en réduisant ce qui restait d'angoisse dans la première acception. D'une certaine manière, « la boucle est bouclée ». Les définitions léninistes de la coexistence

53. J. S. FOSTER, voir sa déposition au Congrès du 17 février 1972 telle que citée dans le *New York Times* du 18 février 1972; « Science Policy in the USSR », *Scientific American*, juin 1969, pp. 19-29; ou voir, par exemple, la déclaration de Souslov dans la *Pravda* du 7 novembre 1970.

54. *Ibid.*

constituaient une retraite tactique imposée par l'infériorité du moment ; il s'agissait de reculer pour mieux sauter<sup>55</sup>.

Mais ces définitions léninistes ne référaient pas uniquement au caractère éphémère de la coexistence pacifique ; elles en soulignaient aussi les aspects positifs virtuels. Le pas en arrière était plus apparent que réel. Il s'agissait finalement d'une concession superficielle destinée à voiler la vue d'un ennemi puissant pendant que le plus faible fourbirait les armes destinées à l'anéantir.

La déclaration de 1952 introduisait, d'une part, une nouvelle dimension temporelle mais, d'autre part, ignorait ou passait sous silence les corollaires positifs de la coexistence. C'est sous l'interrègne de Malenkov que cette tendance s'exprima le plus clairement. Le ton pessimiste, dans le contexte des ambitions et des conceptions soviétiques, reflétait sans doute l'incertitude dans laquelle était plongé le Kremlin quant aux perspectives d'amélioration de sa situation stratégique, ainsi que l'angoisse qui résultait de sa vulnérabilité du moment.

Avec l'avènement de perspectives plus souriantes, même à long terme, sur les façons de remédier à cette vulnérabilité, le ton changea peu à peu. Les programmes de recherche balistique amorcés par Staline connaissaient un succès inespéré. Khrouchtchev évinça le défaitiste Malenkov et alloua des ressources passablement plus élevées afin d'accélérer la dotation de vecteurs et de missiles.

Le succès rencontré par la suite dans la course à la parité détermina le caractère qu'allait connaître la doctrine de la coexistence pacifique. L'heure n'était plus au pessimisme. Les Soviétiques avaient confiance en eux et pouvaient maintenant évoquer les effets positifs qu'aurait la coexistence pacifique.

La nature du concept, selon l'acception stratégique russe de la coexistence pacifique, telle qu'elle est formulée de nos jours ou même telle qu'elle le fut par le passé, est double. Les Soviétiques ont toujours été portés à adopter une « stratégie totale » (ou une « stratégie indirecte » ainsi que le général Beaufre l'a intitulée dans un des premiers ouvrages occidentaux sur la question)<sup>56</sup>. La lutte contre le capitalisme et l'impérialisme n'a jamais été conçue uniquement en termes militaires ; cette assertion vaut même pour les auteurs qui estimaient que l'ordre capitaliste, une fois déchu, allait nécessairement recourir à un combat retardateur armé, dès qu'il aurait pris conscience de l'effritement de ses fondations.

Les politiques militaires, économiques, sociales et culturelles font partie d'un tout et les penseurs soviétiques l'ont reconnu explicitement<sup>57</sup>. On peut souligner, par exemple, le principe qui veut que lorsque les considérations militaires l'imposent, des firmes ou des entreprises plus petites et plus dispersées, doivent remplacer économiquement les industries plus grandes et plus efficaces. « ... Des économistes militaires doivent s'intégrer aux états-majors, de même qu'aux organes de planification et aux institutions économiques au sein de l'administration de l'État. » « Il n'y a pas lieu de croire que les militaires doivent maintenant se préoccuper exclusivement de questions

55. V. I. LENINE, *op. cit.*, (Bien que Lénine n'ait pas utilisé la formule « coexistence pacifique », le sens est le même).

56. A. BEAUFRE, *Introduction à la stratégie*, Paris, Colin, 1964 ; *Dissuasion et stratégie*, Paris, Colin, 1965 et *Stratégie de l'action*, Paris, Colin, 1965.

57. A. A. GRETCHKO, *Na strazhe mira i stroitelstva kommunisma*, Voenizdat, Moscou, 1971 ; A. LOGOVSKY, *Strategy and Economy, a Sketch of their Mutual Interconnection and Influence*, Voenizdat, Moscou, 1957 (traduit par le U. S. Department of Commerce) ; voir encore l'article du Col. général SHTEMENKO dans *Nedelia*, n° 6, du 31 janvier-6 février 1965.

militaires et que les économistes doivent se cantonner aux problèmes économiques<sup>58</sup>. » On peut encore songer à l'intégration complète des dirigeants militaires au sein de l'organisation du parti. Le contrôle politique du parti est indiscutable<sup>59</sup>.

Les militaires ne constituent qu'un des nombreux instruments fonctionnels à la disposition d'une hiérarchie décisionnelle intégrée. À l'heure où les puissances aux mains des super-puissances s'équivalent, la fonction militaire a un rôle passif; elle constitue le bouclier dissuasif derrière lequel les autres instruments opèrent.

L'instrument militaire pourrait un jour être appelé à jouer à nouveau un rôle plus actif, dans le cas peu probable d'une innovation technologique « socialiste », unilatérale et d'envergure qui permettrait, par exemple, l'installation d'un bouclier laser antimissile le long des frontières. Pour l'instant, une telle image appartient encore à la science-fiction. De nos jours, les capacités de la technologie et de l'espionnage sont telles qu'aucune découverte ne risque de demeurer l'apanage exclusif de l'une ou l'autre super-puissance.

L'ardeur révolutionnaire s'est assoupie à Moscou alors que la ferveur idéologique a disparu aux États-Unis avec quelques mesures internes d'ordre social de même qu'avec la dévaluation du dollar, symbole d'une suprématie révolue. Il ne faut pas pour autant parler de convergence ni de la fin des interventions ou ingérences dans les affaires d'autres États. Mais cette situation implique cependant une reconnaissance des réalités stratégiques et de leurs conséquences. Elle encourage la coopération dans la zone « obligée » de concurrence pacifique entre les super-puissances. La configuration du rapport des forces pousse à la « collusion des grandes puissances »; les puristes et les idéologues utopistes ne peuvent que se retourner dans leurs tombes.

En guise de conclusion : la coexistence pacifique se définit comme le recours actif à des instruments non militaires pour promouvoir la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme dès que l'instrument militaire apparaît insuffisant ou inopportun. L'URSS a reconnu depuis longtemps que telle était la situation vis-à-vis des États-Unis; elle reconnaît maintenant que cette situation peut se perpétuer pendant longtemps encore<sup>60</sup>. Que l'on considère le passé, le présent ou le futur prévisible comme une guerre idéologique et économique, comme une coopération ou un accommodement, voire une collusion, est affaire de jugement dont discuteront plus tard les historiens.

### III – LA « DOCTRINE BREJNEV »

La dite « doctrine Brejnev » de souveraineté limitée avait pour thèse qu'il existait une communauté socialiste dont le principe moteur était la responsabilité collective<sup>61</sup>. Ou encore, comme la définit la *Pravda*<sup>62</sup> : chaque État socialiste appartient à un systè-

58. IGOVSKY, *op. cit.*

59. Harriet Fast SCOTT, *Soviet Military Doctrine: Its Formulation and Dissemination*, Stanford Research Institute, juin 1971.

60. Voir les reportages dans la presse soviétique sur la visite à Moscou du président Nixon de même que l'attitude soviétique telle qu'elle apparaît dans le *Communiqué conjoint* final soviéto-américain, Bureau du secrétaire de presse de la Maison Blanche, Moscou, 29 mai 1972.

61. Tel que défini par A. Gromyko dans une déclaration, au demeurant conciliante, aux Nations Unies après l'intervention en Tchécoslovaquie, *Pravda*, 4 octobre 1968.

62. *Pravda*, 25 septembre 1968 et 26 septembre 1968.

me d'États, qui forme la communauté socialiste, et ne peut, par conséquent, suivre des politiques indépendantes de l'ensemble.

Il n'y a pas chevauchement entre les doctrines de coexistence pacifique et de communauté socialiste. La coexistence pacifique ne concerne que les relations avec les États à systèmes sociaux différents et, plus particulièrement, les relations avec la nation ou l'alliance la plus puissante parmi ces États. Elle ne concerne que les relations avec les nations dont l'idéologie est aux antipodes du socialisme. La communauté socialiste, par contre, ne comprend que les États qui ont endossé les idéaux du Pcus et qui prennent des mesures en conséquence<sup>63</sup>.

L'énoncé de Brejnev n'avait rien de nouveau. Une seule justification permettrait à la rigueur d'associer son nom à la doctrine: au cours des années qui précédèrent l'énoncé de 1968, on n'avait pas invoqué la doctrine, on n'y avait même pas fait allusion. Si l'on se fonde sur les déclarations de Brejnev, ou encore, sur les analyses subséquentes, on ne peut que démontrer la permanence de ce thème depuis les origines de l'Union soviétique.

La genèse du concept remonte aux premiers écrits des bolchéviques; ainsi, on retrouve son expression concrète dans les 21 conditions à l'affiliation au *Komintern* (telles qu'approuvées lors de son II<sup>e</sup> congrès, en 1920). Ces conditions stipulaient expressément que tout membre devait se dissocier sans équivoque de tout organisme ou mouvement dissident et qu'il devait consacrer toutes ses énergies à la promotion de l'unité de l'organisation<sup>64</sup>. On peut même chercher l'origine du concept de souveraineté limitée dans la doctrine Monroe par laquelle les États-Unis revendiquent un droit d'intervention dans la zone « américaine » advenant une ingérence étrangère; très passionnant sur le plan purement académique, le débat sur l'origine de la doctrine dépasse néanmoins notre propos.

Fondamentalement, l'énoncé soviétique de la fin des années soixante n'apporte rien de nouveau. Il est bon de noter cependant une précision explicite. Il s'agit de la définition de la contre-révolution pacifique<sup>65</sup>. On attribuait à la croissance des forces socialistes l'échec des tentatives occidentales de subversion dans le camp socialiste. Obligé de changer de tactique, l'Occident avait alors cessé de critiquer le « communisme ». Il s'attaquait maintenant à la « dictature bureaucratique », au « conservatisme » du parti et du gouvernement. Les dirigeants soviétiques estimaient que ces menées avaient pour but d'émousser la vigilance du peuple de façon à pouvoir disséminer progressivement des idées tendancieuses et à permettre l'infiltration de traîtres dans les postes essentiels.

La définition de la contre-révolution pacifique implique, semble-t-il, un assouplissement des conditions qui justifient une intervention de la part de la communauté socialiste chez un membre « en perdition ». On pourrait prétendre que le fondement de

63. Au cours des années 1971-72, les relations soviétiques avec la Yougoslavie et la Chine furent établies sur la base de la coexistence pacifique (voir les communiqués conjoints après la visite de Brejnev à Belgrade en 1971 et celle de Tito à Moscou en 1972, de même que la déclaration de Brejnev au Congrès des travailleurs du 20 mars 1972). En dépit de l'adhésion dans le communiqué de 1972 au « principe de la coexistence pacifique entre États, indépendamment de leur structure sociale », le simple fait d'invoquer le principe lui-même impliquait que l'URSS prenait ses distances – puisque, normalement, ce principe passe après les grands thèmes des « devoirs » au sein de la communauté socialiste.

64. Second Congrès du *Komintern*, *Rapport sténographique*, Moscou 1920, p. 652.

65. *Pravda*, 11 septembre 1968.

la conception soviétique à propos de la contre-révolution pacifique était inhérent dans les 21 conditions mais à l'époque, ce caractère n'était pas explicite.

La doctrine de la communauté socialiste et de la souveraineté limitée, tout comme le concept de la contre-révolution pacifique se virent réaffirmés et précisés après 1968, à un point tel qu'il n'était plus possible de douter de leur validité contemporaine. Les partis qui souhaitaient demeurer fidèles aux idéaux léniniens devaient, par définition, « éviter toute action qui irait à l'encontre des engagements que tous les partis communistes avaient pris dans la lutte générale contre l'impérialisme <sup>66</sup> ». En ce qui concerne la définition de ces tâches, on soulignait que « l'expérience acquise par l'Union soviétique dans la construction d'une société socialiste... a été prise comme modèle par les partis communistes et ouvriers pour édifier le socialisme <sup>67</sup> ». Tous les autres modèles construits a priori (par exemple le modèle tchécoslovaque de Dubcek) « contredisaient l'expérience de l'Union soviétique et de tout le mouvement communiste international dans son ensemble <sup>68</sup> ».

L'axiome de base était la nécessité impérative de l'unité. Tout parti soutenant « la thèse selon laquelle il pouvait s'appuyer uniquement sur ses propres forces » allait nécessairement manifester des « tendances aventureuses et hégémoniques » ; une telle thèse impliquait nécessairement le rejet « du principe internationaliste que constituait la défense de la patrie du socialisme » <sup>69</sup>.

L'intervention en Tchécoslovaquie était « une confirmation de la loyauté des cinq pays frères envers les principes de l'internationalisme <sup>70</sup> ». Il ne fait aucun doute qu'une aide similaire serait apportée pour défendre « les réalisations socialistes » de tout membre qui, aux yeux de la communauté, serait incapable de les préserver seul.

Les conceptions soviétiques de la nécessité impérative de l'unité et d'une action coordonnée se reflètent aussi bien dans les politiques économiques que militaires. Au cours des années soixante, Moscou s'est efforcé de réaliser une intégration la plus complète possible des potentiels militaires au sein du Pacte de Varsovie. La standardisation des armes et des techniques d'entraînement s'est accompagnée de manœuvres conjointes fréquentes ainsi que de nombreuses réunions de coordination des états-majors. Outre la désignation de conseillers (principalement soviétiques) devant travailler avec les forces des autres membres, on s'est efforcé d'« intégrer des formations de l'armée, des forces aériennes, de la défense anti-aérienne et de la marine de chaque pays ainsi que leurs états-majors » dans un « conseil militaire des forces unies » <sup>71</sup>.

En 1970, un degré considérable d'unification était atteint, soit directement sous l'autorité du commandement soviétique approprié soit sous la direction de la nouvelle « équipe de commandement » <sup>72</sup>. La poussée vers l'intégration était moins prononcée dans les secteurs moins stratégiques du sud, comme la Roumanie et la Bulgarie. La

66. E. P. SITKOVSKY, Doktor NAUK, « Marksism-Leninism » – Yedinoe internatsional' noe uchenie rabochevo klassa », *Filisofskie Nauki*, n° 1, 1970.

67. *Ibid.*

68. *Ibid.*

69. *Pravda*, 7 mars 1970.

70. *Ibid.*

71. Maréchal GRETCHKO, dans la *Pravda* du 23 février 1970; voir aussi « Boevoe Bratstvo », dans *Krasnaya Zvezda*, 27 avril 1970.

72. *Ibid.*, *Pravda*, 28 mai 1970; voir aussi, par exemple, *Nouvelles de l'OTAN*, Bruxelles, septembre 1970.



sensibilité de Bucarest quant à l'intégrité de sa souveraineté nationale et la tolérance de Moscou à l'égard de ce sentiment expliquent également, en termes non stratégiques, le tempo plus lent de l'intégration en Roumanie. Mais dans le secteur nord, le processus d'intégration s'est poursuivi à un rythme accéléré.

Cette tendance se répétait au niveau économique. La Roumanie se faisait « tirer l'oreille », ce qui explique le ralentissement du processus au cours des années soixante. Mais à la fin de la décennie, on pouvait constater de nombreux progrès au chapitre de l'intégration économique. En 1970, la Conférence du *Comecon* qui se tenait à Varsovie déboucha sur un programme d'intégration accepté par tous les participants. Elle approuva la création d'une banque internationale conjointe, le principe de la coordination des investissements ainsi que l'allocation de crédits pour des entreprises communes en vertu du principe de la division socialiste du travail (un programme de spécialisation de la production entre les membres)<sup>73</sup>. À Bucarest, à la conférence de l'année suivante, les participants acceptèrent d'instituer une « monnaie collective » basée sur le rouble convertible (on n'a révélé aucun autre détail ou échelle d'échéances); la conférence approuva surtout un ambitieux programme d'intégration à long terme des économies de l'Est, réparti sur 15 à 20 ans<sup>74</sup>.

Il reste à voir à quel rythme et jusqu'où ira l'intégration des économies respectives (étant donné les sensibilités roumaines<sup>75</sup> et les désaccords plus concrets qui surgissent entre les partenaires)<sup>76</sup>. Mais comme les « tendances hégémoniques » inhérentes au départ au sein de la Communauté socialiste étaient acceptées à titre de justification virtuelle de « l'aide fraternelle », il semblerait qu'une intégration plus poussée soit probable. On concédera peut-être une marge de liberté de manœuvre à la Roumanie, mais en ce qui concerne au moins les pays du secteur nord, il est clair que l'intégration demeurera un objectif politique prioritaire<sup>77</sup>. Il est également clair que l'irréversibilité ou l'inviolabilité de ce processus était acceptée, bon gré mal gré, par les alliés est-européens de Moscou.

Il faut cependant se garder de tirer des conclusions trop hâtives. L'Union soviétique considère certainement la perpétuation de régimes amicaux en Europe de l'Est, ou au moins dans le secteur nord, comme un des intérêts vitaux pour sa sécurité. Aussi interviendrait-elle certainement dans n'importe quelle situation susceptible d'affecter ses intérêts. Mais il n'est plus possible de comparer l'Union soviétique des

73. On prévoyait également des consultations plus systématiques entre les diverses commissions de planification responsables de la planification, de l'allocation et de la distribution de la production. Notons que « l'intégration socialiste » se définit comme « un processus de fusion progressive des économies nationales de plusieurs pays en un système unique ». Voir *Pravda*, 13 mai 1970; les *Izvestia* du 14 mai 1970; *Times*, Londres, 16 mai 1970.

74. *Rude Pravo*, 5 août 1970 (entrevue avec L. Strougal).

75. M. BERGHIANU, dans *International Affairs*, Moscou, septembre 1968.

76. *Ibid.*, voir de même *Times* du 16 mai 1970, *op. cit.*

77. Voir l'article très intéressant du colonel S. LIPITSKY dans *Voenno Istorichesky Zhurnal*, n° 1, 1969. Il trace un parallèle explicite entre la situation contemporaine « des pays de la communauté socialiste » et la situation postrévolutionnaire dans les républiques soviétiques baltes, biélorusse et ukrainienne: l'unité s'est constituée peu à peu par l'alliance et l'intégration militaire; en ce qui concerne la communauté socialiste, c'était d'autant plus nécessaire, disait-on, qu'il fallait contrecarrer les mouvements séparatistes attisés par l'indépendance politique formelle... (!) Certains observateurs se sont interrogés sur le schisme sino-soviétique et sur son impact sur le processus d'intégration en Europe de l'Est. Il semblerait que les effets aient été concourants mais non causaux. La cause première semble résider dans l'histoire nationale et idéologique de l'Union soviétique. Bien que les deux processus soient interreliés, en essence, ils sont indépendants l'un de l'autre.

années soixante-dix à un « chien dans un jeu de quilles ». Tout indique que l'URSS n'est pas insensible à la diversité des facteurs qui peuvent jouer dans le cas d'une intervention, y compris les répercussions psychologiques à court et à long terme.

L'intervention de 1968 en Tchécoslovaquie soulève une question : sur quelle base l'URSS a-t-elle décidé que l'intervention était nécessaire ? Toute une panoplie de raisons ont pu être invoquées : économiques, stratégiques, politiques et idéologiques<sup>78</sup>. Mais la Hongrie a maintenant entrepris des réformes économiques bien plus poussées que la Tchécoslovaquie ne l'a jamais fait et l'URSS elle-même a envisagé des réformes du même type avec équanimité et intérêt. La Roumanie a adopté une politique étrangère bien plus aventureuse que Prague et même la République démocratique allemande s'est permise, à l'occasion des politiques plus autonomes que celles adoptées par la Tchécoslovaquie.

Tous ces cas sont complexes et ne se réduisent pas à une simple classification. Ils permettent néanmoins de mettre en valeur un aspect particulier qui différencie fondamentalement l'expérience tchèque. En effet, c'était le seul cas qui semblait appeler une dilution du contrôle exercé par le parti. Prague connut la création d'organisations, de « clubs » dont les caractères et les affiliations s'inscrivaient en dehors du cadre du parti. Il était trop facile de considérer ces clubs comme les germes de nouveaux partis, c'est-à-dire comme la preuve manifeste de l'érosion du contrôle par le parti sur la vie politique tchèque.

L'URSS a toujours mis l'accent sur la préservation du rôle des partis communistes. Elle considérait en outre qu'un degré élevé d'intégration avec les nations de l'Europe de l'Est constituait un objectif premier, souhaitable, sinon indispensable. Il ne faut pas seulement s'abstenir de considérer l'URSS comme une brute épaisse. On doit surtout éviter de croire que l'Europe de l'Est est antisoviétique et qu'elle penche fondamentalement en faveur de l'Ouest.

De grands segments des sociétés est-européennes sont devenus prosoviétiques, que ce soit par patronage, par conviction, par familiarité ou par apathie. Il est possible de soutenir que les intérêts économiques à long terme de l'Europe de l'Est, convergent davantage vers l'URSS que vers l'Ouest. L'assouplissement et la tolérance croissante de certains régimes de l'Est, les possibilités plus nombreuses de discussions et d'expérimentation, tout cet ensemble de conditions qui se faisait jour vers la fin des années soixante ne provoquait pas nécessairement de désarroi en URSS.

On peut tout aussi bien opposer le nouvel assouplissement au climat de répression des premières années d'après-guerre et conclure que la détente actuelle reflète un degré plus élevé d'entente et d'accord sur les intérêts soviétiques. On peut soutenir que la répression de l'après-guerre était indispensable au contrôle soviétique et reflétait la faiblesse soviétique du moment alors qu'au contraire, la détente de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix était le fruit d'une adhésion plus générale à l'association avec l'URSS de la part des pays de l'Est. La nouvelle forme de relations tendrait alors à illustrer la force, la confiance et la sophistication de l'URSS. Les événements des dernières années permettent malheureusement différentes interprétations. La conclusion dépend des conceptions et préjugés initiaux de l'analyste. Des conclusions diamétralement opposées peuvent paraître aussi « logiques » l'une que l'autre.

78. C. G. JACOBSEN, *Soviet Decision-Making During and After the Czechoslovak Intervention*, NUP1, Oslo, 1969.

Avant de rassembler tous les éléments de la stratégie soviétique, il faut ajouter quelques mots sur une autre interprétation, à savoir, celle de la « nouvelle gauche ». Bien qu'elle y parvienne d'un point de vue philosophique diamétralement opposé, la nouvelle gauche arrive à des conclusions sur l'Europe de l'Est passablement similaires à celles des penseurs capitalistes traditionnels. Par contre, ces conclusions divergent totalement d'orientation dès qu'il s'agit de transposer les objectifs de l'URSS, en Europe de l'Est, à l'Europe de l'Ouest. Les deux phénomènes s'inscrivent dans la perception qu'a la nouvelle gauche de l'URSS, c'est-à-dire d'une puissance nationaliste, bureaucratique, dont les dirigeants ont abandonné les idéaux de leur idéologie pour poursuivre des intérêts traditionnels chauvins de promotion ou de préservation éétriquée et égoïste.

La thèse de la nouvelle gauche peut s'expliquer en commençant par l'interprétation de « l'hommage à la Catalogne » de George Orwell, ses mémoires sur la Guerre civile espagnole. Cet ouvrage indique clairement que n'eussent été les attitudes hostiles des communistes à l'endroit des trotskystes, des marxistes de gauche et des anarchistes — bien plus hostiles, semble-t-il, à leur endroit qu'à l'égard des fascistes — le front antifranquiste aurait gagné la guerre. Orwell décrit les luttes intestines et leur impute la responsabilité première de la défaite des forces antifranquistes.

On peut illustrer encore cette thèse par la révolution manquée de mai 1968 en France. De nombreux membres des « groupuscules » marxistes, trotskystes, maoïstes, anarchistes, antimoscovites qui déclenchèrent la révolte et l'étendirent à travers tout le pays, demeurent convaincus que leur échec provient essentiellement de l'attitude du parti communiste qui leur refusa son appui. Ils soulignent que les syndicats d'obédience communiste n'ont jamais coupé l'électricité et qu'ils n'ont pas empêché les livraisons d'armes à l'armée. Ils en veulent toujours au PCF d'avoir déclaré que la situation n'était pas encore « mûre » pour la révolution et d'avoir préféré la négociation avec le pouvoir dans le but d'obtenir de simples augmentations de salaires, de pensions et de meilleures conditions générales d'existence. En ce qui concerne Moscou, ils ne se sont pas étonnés de découvrir que, jusqu'à la fin, la presse soviétique avait complètement ignoré le soulèvement cataclysmique; là encore, elle se contenta de raconter que le PCF avait mené (!) une lutte assez ordinaire mais fructueuse pour l'amélioration du niveau de vie des ouvriers...

Si ces allégations ont quelque fondement de vérité, comme on peut se l'imaginer, il serait alors exact d'affirmer que Moscou préfère un véritable système capitaliste à l'étranger à un régime dirigé par des factions de gauche dont il se méfie et qui risquent de perturber « le processus historique » qu'il considère inévitable.

Mais ces factions marxistes hostiles à Moscou survivent toujours en Europe et ne se limitent pas à la France. En Grande-Bretagne, par exemple, elles ont doublé le nombre de leurs membres chaque année<sup>80</sup> et rivalisent maintenant avec le parti communiste établi. Étant donné les difficultés éprouvées par Moscou depuis la guerre pour mater divers types de mouvements antisoviétiques en Europe de l'Est, on pourrait conclure qu'une des dernières choses que l'URSS désirerait ou pourrait se

79. C. G. JACOBSEN, *The Soviet Economic Reforms and their Effects on Government Procedure*, Glasgow University, Diploma Soviet Studies Thesis, 1968.

80. Au cours de l'année 1972, on a pu constater une certaine désaffection au sein des groupes sectaires formels; mais le nombre d'activistes, si l'on se réfère au taux de lectures et d'assistance aux réunions, continue de croître.

permettre actuellement, serait un contrôle sur l'Europe de l'Ouest. Cette crainte ne lui serait même pas dictée par les groupes « fascistes » de l'Europe de l'Ouest, mais bien par certains de ses mouvements de « gauche » ! Il est plus facile pour un pays d'ostraciser et d'isoler un adversaire visible qu'un opposant qui se camoufle derrière sa propre bannière (ainsi que le président Mao Tsé-toung l'a découvert lui-même au cours de la révolution culturelle).

#### IV – CONCLUSIONS

Les relations soviétiques avec la plus ancienne super-puissance avaient acquis à la fin des années soixante une qualité différente. Depuis qu'elle a acquis une force de seconde frappe, l'URSS a confiance dans son pouvoir de dissuasion. Bien que la recherche se poursuive d'une façon soutenue et qu'elle continuera de la sorte, l'URSS semble avoir reconnu que les forces de seconde frappe, comme les technologies, étaient telles que ni les États-Unis ni elle-même ne pourraient passer de la parité à la supériorité dans un avenir prévisible. Ces facteurs expliquent pourquoi les États-Unis et l'URSS en sont venus à une entente à propos des *SALT* et des autres traités lors de la visite de Nixon à Moscou en mai 1972<sup>81</sup>. L'URSS admettait clairement que l'équilibre relatif allait se perpétuer pendant une période de temps assez prolongée. Dès lors, elle acceptait de placer au cœur des relations contemporaines, la concurrence ainsi que la coopération économique et culturelle ; ce nouveau climat profiterait aux deux parties.

L'URSS continuerait de s'estimer dans son droit en soutenant les guerres de libération nationale. Il est juste de reconnaître que son nouveau bouclier de dissuasion lui offrait une protection plus grande derrière laquelle elle pourrait accorder plus facilement son aide à d'autres États. Mais cette thèse ne s'appliquait qu'à des conflits de faible envergure et se manifestait davantage par un soutien moral et matériel plutôt que par l'affectation d'un personnel soviétique nombreux. Ce nouvel équilibre, qui empêche les grandes puissances de se livrer une lutte directe l'une contre l'autre, exerce à la périphérie de leurs zones d'influence, une action modératrice sur leurs tendances à l'intervention. Une nouvelle constellation s'est ainsi créée. S'il n'est plus logique de croire qu'une guerre locale, serait-elle nucléaire, provoquerait un processus d'escalade susceptible de déboucher sur une attaque directe dans le territoire de la super-puissance adverse, il en résulte que les contre-interventions comportent aussi moins de risques d'ascension aux extrêmes. Cette dialectique dissuadera sans doute toute intervention de la part de l'une ou de l'autre super-puissance en dehors de sa sphère d'intérêt immédiate, exception faite de cas particuliers, qu'elles considéreraient d'un intérêt vital.

En ce qui concerne l'Europe de l'Est, des analyses aussi bien conservatrices que radicales mènent aux conclusions suivantes : a) l'Europe de l'Est demeurera au sein de

81. Diffusé à Moscou le 26 mai 1972. On y prévoyait une limitation commune des réseaux de DCM et une restriction quantitative, quoique non qualitative des systèmes offensifs (c'est-à-dire que les conversions en *MIRV* et les recherches se poursuivraient au même rythme qu'auparavant). Nous avons expliqué au début les paramètres et les raisons qui expliquent un accord limité de ce type. Bien que son impact immédiat en termes purement militaires soit réduit, dans l'immédiat (voici quelques années déjà que les États-Unis ont mis un plafond à leurs systèmes offensifs alors que les prodigieux accroissements quantitatifs des cinq dernières années en URSS commençaient déjà à ralentir : tous deux se concentraient sur une amélioration qualitative plutôt que quantitative, de toute manière), le traité conserve néanmoins une très grande valeur psychologique, à titre de première étape vers le contrôle des armements.

la sphère d'influence soviétique et b) le paramètre qui définit les limites de tolérance ou de coopération soviétiques tient au rôle dirigeant des partis communistes. Sans qu'on puisse déterminer jusqu'à quel point, l'association est en quelque sorte volontaire, tout tourne autour de la sophistication croissante de l'URSS et de la nature des intérêts de sécurité essentiels tels que les définit Moscou.

En ce qui concerne l'Europe de l'Ouest, les deux analyses donnent à penser que le danger d'intervention physique de la part de l'URSS est minime. L'URSS désire avant tout assurer sa sécurité et préserver, sinon étendre son influence dans le monde, comme c'est le cas pour la plupart des puissances. Mais elle poursuivra ces objectifs par des moyens économiques, idéologiques et culturels et non par la force des armes. Une ère plus « traditionnelle » semble s'être instaurée.

Satisfaite d'avoir atteint la parité militaire avec les États-Unis, et constatant qu'il lui est possible de perpétuer cette parité sans pouvoir la modifier en sa faveur, l'URSS est disposée à ne pas s'appesantir sur les questions militaires et à se concentrer sur les questions économiques, culturelles et politiques. Elle a atteint un niveau de sécurité inégalé sans acquérir pour autant la suprématie. Elle souhaite accroître ses relations non militaires avec l'Ouest, ses rapports économiques, plus particulièrement, en espérant pouvoir faire bénéficier sa population de ces relations nouvelles. Elle veut aussi profiter de son nouveau statut mondial. Alors que les dividendes que rapporte la puissance diminuent, dans les domaines non militaires, les possibilités d'expansion s'accroissent.

Cela ne signifie nullement que l'on abandonne les considérations de sécurité. Elles demeurent prioritaires dans la mesure où elles dictent les limites des concessions que l'URSS serait prête à consentir en échange de possibilités plus grandes sur le front politique, économique et culturel. Elle insiste, par exemple, sur l'hégémonie des PC et sur un certain degré d'intégration et de contrôle. Si l'URSS est prête à tolérer une certaine dilution de ce contrôle dans le secteur sud, elle n'acceptera certainement jamais son extinction.

En ce qui concerne les échanges commerciaux et la coopération en général, il semble qu'il y ait de grandes possibilités d'accord et d'entente. L'Union soviétique est manifestement prête à faire des concessions à cet effet, mais ces concessions se limiteront à des aspects concrets et n'affecteront pas les exigences soviétiques de sécurité.

Bien qu'il y ait une zone obscure entre les domaines d'application du principe de la communauté socialiste et celui de la coexistence pacifique, il est clair que le premier a la priorité dans la région du Pacte de Varsovie.

La position soviétique semble s'être assouplie en raison d'un sentiment nouveau de sécurité et de confiance. Jadis, il eut été impossible d'envisager certains types de concessions qui de nos jours seraient envisagées avec équanimité par l'Union soviétique. Mais il existe évidemment des limites qu'elle ne dépassera jamais. Si cette limite est mise en cause, aucun accord ne s'établira. Certes, l'URSS trouverait de nombreux avantages dans des accords avec l'Ouest mais elle pourrait aussi bien s'en passer et survivre, tout en obligeant ses alliés à emboîter le pas.